



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Bulletin électronique

JANVIER-FÉVRIER 2005 No.25

Dans ce numéro:

- Nouvel associé du programme IBP
- Travail budgétaire de la société civile en Inde
- Aperçu du budget 2005 de la Zambie
- Droits de l'homme et bulletin budgétaire, CDES Équateur
- Surveillance de l'aide financière liée au Tsunami
- Projet de budget participatif, BIGS Indonésie
- Opportunités de surveillance budgétaire dans l'Est du Timor
- Nouvelle publication sur la surveillance des revenus issus du pétrole et du gaz
- Réseau de défense budgétaire des droits de l'enfant en Afrique du Sud
- Annonce des conférences régionales de l'IBP
- Nouveautés dans la bibliothèque de l'IBP

Nouvel associé du programme IBP

Vivek Ramkumar a rejoint le "International Budget Partnership" en janvier 2005 en tant qu'associé du programme. Le temps de sa présence au sein de l'IBP sera divisé entre la formation et des recherches sur la transparence budgétaire. Vivek assistera l'IBP dans la production de matériaux et la formation sur les méthodes de surveillance des dépenses et sur le travail de l'auditeur général ou l'institution suprême d'audit.

Vivek a travaillé précédemment avec MKSS, l'ONG qui a initié le mouvement pour le Droit de Savoir en Inde. MKSS est connue pour ses forums d'auditions publiques innovants, au sein desquels les communautés rurales surveillent les dépenses budgétaires locales. Il a également travaillé avec SPARC, une ONG basée à Mumbai qui fait partie de "the Shack/Slum Dwellers International." Vivek est comptable qualifié et a obtenu son Master à la "London School of Economics."

Travail budgétaire de la société civile en Inde

Un nouvel article dans la revue indienne *Economic & Political Weekly*: Volume 40 No.2 1/8/05 étudie la multiplication des organisations de la société civile en Inde qui s'engagent dans la recherche budgétaire appliquée. Écrit par Yamini Aiyar et Amitabh Behar, l'article

explique que l'existence d'un « déficit démocratique » en Inde – en d'autres termes, l'échec du gouvernement à assurer les droits socio-économiques des citoyens marginalisés – a posé les fondations pour le développement de l'activisme de la société civile.

Ces dernières années, des jeunes organisations de la société civile en Inde ont essayé d'implanter des stratégies innovantes qui combinent la mobilisation de masse et un dialogue efficace avec le gouvernement. La recherche budgétaire appliquée fait partie de ces stratégies. En se concentrant sur l'engagement stratégique avec l'Etat à travers le débat, la recherche, et l'analyse, la recherche budgétaire appliquée fournit une alternative à l'action directe, la forme traditionnelle de la relation entre l'Etat et la société civile.

Malheureusement, les gouvernements nationaux et étatiques en Inde ont libéré un espace institutionnalisé très limité permettant les organisations de la société civile d'influencer les priorités fiscales à travers le processus budgétaire. C'est dans ce contexte que les efforts persistants de la société civile pour intervenir dans le processus budgétaire ont pris de l'importance.

Le rapport se penche sur plusieurs organisations de la société civile importantes impliquées dans l'analyse budgétaire en Inde. Sont inclus le travail pionnier de Disha (une ONG à Gujarat qui travaille sur le bien être tribal), le Centre d'Etudes Budgétaires basé à Mumbai (une filiale de Vidhayak Sansad, une organisation travaillant pour la réhabilitation et la formation des travailleurs), le Forum pour le Développement Social du peuple Tamil Nadu basé à Chennai (une coalition de 12 organisations travaillant pour la justice sociale), et le Centre d'Etudes Budgétaires et Politiques basé à Bangalore. Ces quatre groupes fournissent des contrastes intéressants dans leurs domaines d'intérêt et l'utilisation des résultats de leurs recherches. Ces groupes, ainsi que d'autres, ont aidé à renforcer la défense des politiques publiques en faveur des pauvres et à créer un espace pour une interaction directe entre les groupes de défense et les représentants élus.

Les auteurs expliquent cependant que le travail budgétaire en Inde n'a pas exploité tout son potentiel, premièrement parce que les groupes budgétaires – tels que d'autres organisations de la société civile dans le pays – n'ont pas prêté assez d'attention aux stratégies de documentation et de diffusion et aux liens avec des organisations étrangères de la société civile. Ceci a limité leur interaction avec les médias, les universitaires, et les décideurs politiques, en affaiblissant leur impact. Les auteurs suggèrent que la défense budgétaire peut être renforcée à travers la création d'un réseau d'organisations de la société civile engagées à la fois dans le travail budgétaire et l'action sociale. Pour lire l'article, aller sur <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Budget-Work-in-India-Civil-Societys-Innovative-Experiment-in-Democratic-Engagement-with-the-State.pdf>.

Aperçu du budget 2005 de la Zambie

La "Civil Society for Poverty Reduction" (CSPR), une organisation nongouvernementale basée en Zambie, a demandé que l'élimination de la pauvreté soit le thème du budget national pour 2005. La CSPR a observé à plusieurs reprises l'échec du budget dans la réorientation des dépenses vers les priorités nationales de réduction de la pauvreté.

La CSPR explique que le gouvernement devrait utiliser la stratégie de réduction de la pauvreté qui a été mise en place en 2002 pour guider ses priorités budgétaires. Les activités de réduction de la pauvreté ne devraient pas être limitées aux lignes budgétaires du

Programme de Réduction de la Pauvreté mais devraient, selon la CSPR, se refléter dans au moins trois quarts des dépenses budgétaires.

La CSPR reconnaît le besoin d'adopter une approche holistique pour combattre la pauvreté. Cependant, certains secteurs de l'économie requièrent une attention particulière. L'agriculture, par exemple, a le potentiel suffisant pour être l'épine dorsale de l'économie zambienne et devenir une source de subsistance pour de nombreux Zambiens. En canalisant les ressources dans ce secteur, le gouvernement doit porter davantage d'attention au soutien des petits fermiers, qui sont pour la plupart des femmes.

2005 est une année très importante pour la Zambie, comme pour d'autres pays essayant de remplir les objectifs de développement du millénaire. Un rapport du Projet du Millénaire lancé récemment par les Nations Unies conclut que les objectifs sont atteignables, mais seulement si les pays en question intensifient leurs efforts. La CSPR encourage le gouvernement de la Zambie, dans son budget pour 2005, à présenter des engagements concrets de politique publique pour la réalisation des MDG et la réduction de la pauvreté, et à augmenter les allocations pour les investissements dans la santé, l'éducation, l'eau et la salubrité pour rendre ces services essentiels plus proches de la population (tout spécialement dans les zones rurales).

Pour davantage d'informations, aller sur le [bulletin de presse](#).

Droits de l'homme et bulletin budgétaire, CDES Équateur

En décembre 2004, le Centre pour les Droits Économiques et Sociaux de l'Équateur (CDES) a publié le deuxième numéro de son bulletin intitulé *Economic, Social, and Cultural Rights for Action* (Droits économiques, sociaux et culturels pour l'action), qui étudie les priorités budgétaires du gouvernement fédéral équatorien pour 2005. Observant que les revenus gouvernementaux proviennent des poches des citoyens et que la transparence dans l'utilisation de ces revenus (et dans les priorités budgétaires en général) n'est pas seulement une responsabilité civique mais un droit humain, le bulletin explore la relation entre le budget et les droits économiques, sociaux et culturels.

Intitulé « *¿Inversión Social: Un Tema de Derechos?* » (*Investissement social: une affaire de droits?*), le bulletin clarifie certaines idées fausses sur les revenus et dépenses du gouvernement. Bien que beaucoup croient que la majorité des revenus provient de l'industrie nationale du pétrole, par exemple, ces revenus issus du pétrole ne représentent que 23% des revenus totaux en 2005. La plus grande source de revenus en 2005, ce sont les contribuables, qui participeront à 50% du total (soit à peu près 3.7 milliards de dollars).

Concernant les dépenses, l'Équateur a consacré 2.3 milliards de dollars, presque un tiers du budget total, aux remboursements de ses dettes. Il a consacré également 8% à la défense, ce qui fait de l'Équateur le quatrième pays consacrant le plus de dépenses à la défense par personne en Amérique du Sud. Seuls 23% du budget sont dirigés aux dépenses sociales, telles que la santé, l'éducation et le bien-être social.

Le gouvernement déclare que les dépenses du secteur social sont supérieures à 23%. Mais comme le CDES le montre, cette déclaration s'appuie sur la prise en compte de plus de 745 millions de dollars consacrés aux institutions gouvernementales qui ne font pas partie du gouvernement central (telles que la banque centrale) et de 32.2 millions de dollars dans la

dépense pour les forces armées. En outre, seuls 62% des fonds que Congrès destine à l'investissement dans le secteur social sont réellement dépensés, observe le CDES. Le bulletin explique aussi comment les citoyens peuvent participer au processus budgétaire.

Surveillance de l'aide financière liée au Tsunami

La surveillance de l'aide financière pour la reconstruction après un désastre naturel est cruciale pour s'assurer que les flux d'aide sont suffisants, dirigés et dépensés de manière efficace. Au lendemain du tsunami dévastateur dans l'Asie du Sud et du Sud-est, le développement de méthodologies pour surveiller les flux d'aide est un défi primordial pour les organisations locales de la société civile. Le travail d'une coalition de la société civile au Nicaragua suggère qu'une surveillance efficace des flux d'aide par la société civile est possible.

Après le désastre issu du cyclone Mitch en 1998 au Nicaragua, la société civile s'est intéressée à la gestion gouvernementale des aides internationales. En outre, des rumeurs circulaient sur une présumée discrimination dans la distribution de l'aide, basée sur des préférences partisans ou religieuses et sur l'utilisation des fonds d'aide à des fins personnelles. En guise de réponse, le réseau local de la société civile «Coordinadora Civil para la Emergencia y la Reconstrucción» a décidé d'effectuer des recherches sur ces déclarations.

Le grand nombre de communautés affectées rendant l'évaluation de la distribution de l'aide difficile, «Coordinadora Civil» a entrepris un audit social sur les perceptions des communautés de la distribution de l'aide. L'audit a été réalisé à l'aide d'enquêtes et d'interviews sur un total de 10,528 foyers situés dans 61 municipalités, ainsi que 179 chefs de communautés, 48 maires, et 82 directeurs d'organisations non gouvernementales, et associations. On a demandé aux enquêtés quand et par qui l'aide avait été délivrée, quelle somme d'argent avait été distribuée, et si l'aide avait été appropriée pour chaque situation.

«Coordinadora Civil» a comparé ces réponses aux rapports officiels d'institutions et de gouvernements donateurs et du gouvernement nicaraguayen. Le groupe a partagé les résultats de sa comparaison avec des organisations locales et les autorités et a alors informé les hauts responsables gouvernementaux, les organisations nationales, la communauté internationale, et les médias.

L'audit social a confirmé l'accusation selon laquelle la distribution de l'aide avait mal été gérée. Cette conclusion a conduit les médias à couvrir le sujet, et les journalistes ont trouvé des informations supplémentaires confortant les résultats de l'audit. Le gouvernement a tout d'abord contesté les résultats, et a commencé à intimider ceux qui les présentaient; l'audit a par conséquent aidé à constituer les bases des recherches qui ont conduit à l'emprisonnement en 2003 de l'ancien président Arnoldo Alemán pour blanchiment d'argent et malversations de fonds.

Il est également important pour la société civile dans les zones touchées par le désastre d'interroger le caractère adéquat de l'aide et de s'assurer que les donateurs respectent leurs promesses de dons. Par exemple, une publication récente d'Oxfam intitulée "Paying the Price: Why Rich Countries Must Invest Now in a War on Poverty" (« Payer le prix: pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans une guerre contre la paix », voir: Nouveautés dans la bibliothèque de l'IBP), indique que l'aide des pays riches pour la

réduction globale de la pauvreté est encore aujourd'hui honteusement faible. Selon Oxfam les pays riches fournissent aujourd'hui autant d'aide financière, en proportion de leur revenu national, que dans les années 1960.

Le rapport d'Oxfam explique que les pays riches donateurs doivent non seulement augmenter l'aide, mais aussi sa qualité et son efficacité si l'on veut réduire la pauvreté de manière significative. Les augmentations de l'aide peuvent et doivent se faire parallèlement à des améliorations dans leur distribution. Sur ce point des groupes de la société civile pourraient intervenir en examinant pourquoi certains programmes de réduction de la pauvreté ont échoué, et en implantant des mécanismes pour vérifier que l'aide est gérée de façon appropriée et vise les communautés qui en ont le plus besoin pour assurer les services sociaux sur le long terme.

Un autre rapport récent réalisé par la Banque Asiatique de Développement (ADB) "An Initial Assessment of the Impact of the Earthquake and Tsunami of December 26, 2004 on South and Southeast Asia" (« Une évaluation anticipée de l'impact du tremblement de terre et du tsunami du 26 décembre 2004 dans l'Asie du Sud et du Sud-Est », voir: Nouveautés dans la bibliothèque de l'IBP) met en lumière la différence entre le montant de fonds promis par les donateurs et les fonds effectivement déboursés. Au début de janvier 2005, les donateurs bilatéraux et multilatéraux ont promis 5 milliards de dollars d'aide. Les plus grands donateurs ont été l'Australie, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, la Banque mondiale, et la Norvège. Cependant, l'ADB souligne qu'on ne sait pas comment ces promesses se traduiront en donations effectives et comment elles seront distribuées entre l'aide aux victimes et la reconstruction.

Oxfam partage les préoccupations de l'ADB concernant le fait que les donateurs ne déversent pas finalement les montants totaux de l'aide promise. Dans le cas de l'ouragan Mitch en Amérique centrale, les gouvernements avaient promis d'envoyer plus de 3.5 milliards, tandis que la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, et l'Union européenne avaient promis 5.2 milliards de dollars. D'après Oxfam moins d'un tiers de ces fonds ont été effectivement délivrés.

Pour lire un rapport en espagnol préparé par «Coordinadora Civil» sur la méthodologie utilisée durant les audits sociaux, aller sur:

http://www.ccer.org.ni/files/publicacion/1187122163_publicacion_auditoria_fase1.pdf.

Projet de budget participatif, BIGS Indonésie

L'Institut d'Etudes sur la Gouvernance de Bandung (BIGS) conduit un projet sur le processus de budget participatif à Bandung City, dans l'ouest de Java en Indonésie. Les principaux objectifs du projet, qui reçoit le soutien financier et technique de la «Civil Society Budget Initiative» (CSBI), sont d'améliorer la compréhension publique du processus budgétaire (et la volonté d'y participer), d'institutionnaliser la participation du public dans le processus budgétaire, et d'étendre la participation, la transparence et la responsabilité budgétaires.

Afin d'atteindre ces objectifs, le BIGS a conçu plusieurs activités, notamment des ateliers d'analyse budgétaire. Plus récemment, le BIGS a organisé un atelier pour discuter autour du budget provisoire de la Bandung Majoralty pour l'année fiscale 2005. Les participants de l'atelier, dont faisaient partie des députés, des hauts fonctionnaires, des journalistes, des

membres d'ONG, des chercheurs, des universitaires, et des citoyens, ont analysé le document budgétaire réalisé par le maire avant l'approbation du parlement local. Cet atelier fut le premier de ce type à Bandung, et BIGS espère qu'il aidera à institutionnaliser la participation publique dans le processus budgétaire.

BIGS organise également un atelier d'alphabétisation budgétaire pour aider les participants à comprendre comment ils peuvent prendre part au processus budgétaire. Trois jours durant, les participants vont discuter des phases du processus budgétaire, du cadre légal qui soutient le budget, des opportunités pour la défense budgétaire, et des défis causés par la corruption et qui doivent être surmontés pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels.

Opportunités de surveillance budgétaire dans le Timor de l'Est

En décembre 2004, des membres de l'IBP se sont rendus dans le Timor-Leste, pays nouvellement indépendant, pour s'entretenir avec des organisations non gouvernementales – des groupes de femmes, des groupes de lutte contre la corruption, des organisations environnementales, des groupes de lutte contre la pauvreté, et d'autres encore – à propos de leur intérêt dans la défense et l'analyse budgétaire.

Timor-Leste a gagné son indépendance de l'Indonésie en mai 2002 après une lutte de 25 années et affronte aujourd'hui un important défi de développement économique, étant l'un des pays les plus pauvres au monde. Ce contexte pose des difficultés significatives pour le travail budgétaire de la société civile telles que le manque d'accès public à l'information budgétaire et la fermeture du processus budgétaire. En fait, le pouvoir exécutif ne met pas sa proposition à la disposition du public après en avoir débattu au sein du Parlement. Les parlementaires ne tiennent pas d'audience publique sur le budget, et rendent le document budgétaire public une fois qu'il est approuvé. Les ONG ont également exprimé leurs préoccupations concernant des irrégularités dans l'application de la loi, le manque de responsabilités pour les dépenses et les activités financières des forces de sécurité, et l'absence d'un office d'audit national indépendant.

Beaucoup d'organisations non gouvernementales ont déclaré à l'IBP qu'elles étaient particulièrement intéressées par le fait d'assurer une responsabilité pour les revenus issus du développement des ressources en gaz et en pétrole du pays. Le gouvernement recevra des revenus significatifs issus des projets sur le pétrole et le gaz sur les quinze prochaines années, bien que le montant reste incertain du fait des disputes concernant les limites maritimes avec l'Australie. Les revenus issus des réserves de pétrole et de gaz de la mer du Timor sont essentiels pour relever les défis de développement du pays.

Sur son site Internet, la "*Publish What You Pay Campaign*" a récemment publié les commentaires des ONG sur la législation que le gouvernement a proposé de mettre en place afin de relever les défis que comporte la gestion de ces revenus, notamment l'établissement d'un fond pétrolier.

Pour davantage d'informations, aller sur: <http://www.publishwhatyoupay.org/fr>.

Nouvelle publication sur la surveillance des revenus issus du pétrole et du gaz

Le programme "Revenue Watch" de "The Open Society Institute" vient juste de publier *Follow the Money: A Guide to Monitoring Budgets and Oil and Gas Revenues*, («Le suivi de l'argent: Un guide pour la surveillance des budgets et des revenus issus du gaz et du pétrole»), qui explique comme les citoyens de pays aux ressources riches peuvent devenir des surveillants efficaces des gains et des dépenses du gouvernement.

La publication s'appuie sur des discussions tenues lors d'un atelier organisé dans l'Université Centrale Européenne en avril 2004, qui a rassemblé un groupe de 12 organisations expérimentées dans la surveillance budgétaire avec des groupes de la société civile qui commencent à surveiller les revenus issus de l'industrie extractive. L'atelier a été organisé par [Revenue Watch](#) à l'"Open Society Institute" en partenariat avec le [Center for Policy Studies](#) à l'Université Centrale Européenne et l'[International Budget Partnership](#). L'objectif de cet atelier était de définir les leçons tirées de la surveillance budgétaire qui peuvent se révéler utiles pour la surveillance des revenus issus de l'industrie extractive.

La publication offre un panorama du travail de la société civile sur les budgets et les revenus issus de l'industrie extractive. Elle contient également une longue discussion sur les leçons pour une défense efficace tirées de 12 expériences de groupes budgétaires. Ces leçons sont divisées en catégories: l'analyse, la coalition budgétaire, le travail avec les médias, et les relations avec les fonctionnaires publics. La publication inclut de courtes études de cas sur la surveillance des revenus dans 12 pays de l'Azerbaïdjan au Pérou. *Follow the Money* est le premier d'une série de guides que le "Revenue Watch" prévoit de publier pour des publics différents – des organisations non gouvernementales, des journalistes, des investisseurs et des décideurs politiques – afin d'aider les personnes impliquées à promouvoir la transparence et la responsabilité gouvernementales.

Pour voir la publication anglais et en espagnol, aller sur <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Follow-the-Money-A-Guide-to-Monitoring-Budgets-and-Oil-and-Gas-Revenues.pdf>. Pour recevoir une copie papier en anglais, envoyer un message à info@internationalbudget.org.

Réseau de défense budgétaire des droits de l'enfant en Afrique du Sud

A travers la formation d'une coalition, la formation, et la recherche, le réseau de défense budgétaire des droits de l'enfant promeut une distribution et une utilisation efficace des ressources gouvernementales pour assurer les droits de l'enfant dans les pays d'Afrique du Sud. Le réseau (également connu sous le nom *Imali Ye Mwana*) inclut des membres provenant de l'Angola, du Mozambique, d'Afrique du Sud, du Swaziland, de la Zambie et du Zimbabwe.

En mars 2005, le réseau prévoit d'organiser un atelier d'analyse budgétaire pour des chercheurs provenant du Swaziland et de l'Angola, réalisé avec l'aide de l'Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud (Idasa) et des collègues du Pérou. Egalement en mars, le réseau prévoit d'organiser un atelier de cinq jours sur les budgets et les droits pour les membres du réseau.

Annnonce des conférences régionales de l'IBP

Depuis 1997, l'IBP a organisé quatre conférences principales (en Inde, en Afrique du Sud, au Mexique et aux Etats-Unis) qui ont rassemblé des chercheurs du monde entier partageant un intérêt pour le travail budgétaire appliqué. Durant les deux prochaines années, l'IBP prévoit de structurer son programme de conférence autour d'une série de plus modestes conférences régionales. Chacune de ces rencontres régionales serait accueillie par un partenaire local ou régional et conçue pour refléter les priorités régionales. Les thèmes et ateliers seraient similaires (même si peut-être moins nombreux) que ceux des plus grandes conférences, et incluraient une session introductrice pour les organisations et individus nouveaux dans le domaine.

Les coûts et les besoins en personnel sont une des raisons pour lesquelles l'IBP a pris cette décision. En outre, l'organisation de conférences régionales plutôt que globales permettrait de consolider les efforts de l'IBP pour développer les réseaux et partenariats régionaux. Dans plusieurs régions l'IBP espère motiver les organisations et les encourager à entreprendre un travail budgétaire, alors que dans d'autres – particulièrement en Afrique et en Amérique latine – le but serait de renforcer et de soutenir les réseaux régionaux existants. L'expérience de l'IBP avec les ateliers régionaux introductifs suggère que des conférences régionales plus modestes sont davantage susceptibles d'encourager la constitution de réseaux, les échanges et de promouvoir les relations durables. L'organisation d'un certain nombre de rencontres régionales permettra également à l'IBP d'obtenir une plus grande audience et de mettre en lumière le travail d'un plus grand nombre d'organisations, autant en tant qu'hôte que présentateur.

La première conférence régionale aura lieu à Baku, en Azerbaïdjan pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale à la fin du mois d'avril. La conférence couvrira un grand nombre de sujets importants pour la promotion et le progrès du rôle de la société civile dans le processus budgétaire. Un accent particulier sera porté au droit à l'information, à la transparence budgétaire, et à la surveillance des revenus issus de l'industrie extractive.

Nouveautés dans la bibliothèque de l'IBP

[*An Initial Assessment of the Impact of the Earthquake and Tsunami of December 26, 2004 on South and Southeast Asia*](#)

[*\(«Une évaluation anticipée de l'impact du tremblement de terre et du tsunami du 26 décembre 2004 dans l'Asie du Sud et du Sud-Est»\)*](#)

Banque de développement asiatique (ADB)

Ce document évalue l'impact global du tremblement de terre dans l'océan Indien et du tsunami qui lui a fait suite en s'appuyant sur les informations disponibles le 10 janvier 2005. Il analyse les implications économiques des dégâts physiques causés par le désastre, évalue l'impact économique en comparaison des désastres naturels précédents, et élabore un résumé sur l'assistance internationale promise. L'ADB conclut que, bien que l'impact macroéconomique du tsunami soit limité, son impact sur la pauvreté sera substantiel, étant donné que le désastre a mis deux millions de personnes au bord de l'extrême pauvreté.

[*Paying the Price: Why Rich Countries Must Invest now in a War on Poverty*](#)

(«Payer le prix: Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans une guerre contre la pauvreté»)

Oxfam International

Ce rapport se penche sur l'aide actuelle aux pays en développement et explique que sans une augmentation significative des contributions des pays riches, les pays en développement ne seront pas en mesure d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire d'ici 2015. Il explique également que les augmentations de l'aide doivent être accompagnées par des améliorations dans la distribution de l'aide et des réductions dans les mesures de conditionnalité imposées par les donateurs. Les gouvernements receveurs, en contrepartie, doivent faire des progrès du point de vue de l'efficacité et de la responsabilité. Au nom du "Global Call for Action Against Poverty" coalition, Oxfam fait certaines recommandations détaillées aux membres donateurs du Comité d'Assistance au Développement de l'OCDE, à la Banque Mondiale et au FMI, ainsi qu'aux gouvernements des pays en voie de développement.

[Governance: Institutional Policy Frameworks for Risk Reduction](#)

(«Gouvernance: cadres de politique publique institutionnels pour la réduction des risques»)

Programme des Nations Unies pour le Développement, Bureau pour la prévention et la résolution des crises (UNDP/BCPR); Secrétariat du consortium pour la prévention; Programme pour les règlements humains des Nations Unies (UN-HABITAT) ; United Nations Human Settlements Program (UN-HABITAT); Volontaires des Nations Unies (UNV)

Elaboré pour la conférence mondiale sur la réduction des désastres en janvier 2005, ce document étudie comment une bonne gouvernance et une allocation efficace des ressources peuvent réduire le risque de désastres et limiter leurs effets. Il formule des recommandations générales pour l'amélioration des aspects de la gouvernance liés à la réduction des risques de désastre dirigé aux gouvernements locaux et nationaux, à la communauté internationale, à la société civile, et au secteur privé. Le rapport souligne que les gouvernements devraient encourager la société civile à participer aux politiques publiques de gestion des risques.

[Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals](#)

(«Investir dans le développement: Plan pratique pour atteindre les objectifs de développement du millénaire»)

Par Jeffrey Sachs/Projet du Millénaire des Nations Unies

Fondé sur le travail de plus de 250 professionnels mondiaux du développement, ce rapport offre un plan pratique pour la réalisation des objectifs de développement du millénaire avant la date limite de 2015. Le document décrit l'importance de ces objectifs et résume les progrès des différents pays, recommande certaines étapes que les pays peuvent emprunter pour atteindre les objectifs et que le système international peut lui aussi adopter pour soutenir les pays, et analyse les coûts et avantages de la réalisation de ces objectifs. Le chapitre 7 s'intéresse plus particulièrement à la question de la gouvernance et suggère des méthodes pour la promotion de la transparence et la responsabilité dans les dépenses publiques, en mettant en lumière les rôles clés que les gouvernements locaux, la société civile, le parlement, le secteur privé, et les agences multilatérales doivent jouer.